

## JOURNAL OFFICIEL DU SENEGAL

Imprimer

## Loi n° 2008-54 du 24 septembre 2008

Loi n° 2008-54 du 24 septembre 2008 autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord de Coopération en matière de Promotion et de Développement de l'Artisanat entre la République du Sénégal et la République Tunisienne, signé à Dakar, le 28 décembre 2006.

**[ | EXPOSE DES MOTIFS | ]**

Dans la continuité de l'exemplarité des relations qui unissent les deux pays, le Gouvernement du Sénégal et le Gouvernement de la Tunisie ont signé, le 28 décembre 2006, à Dakar, un Accord de Coopération en matière de Promotion et de Développement de l'Artisanat.

L'objectif principal de cet Accord est de créer les conditions favorables pour le développement et la promotion du secteur de l'Artisanat, notamment, par l'émergence d'initiatives conjointes.

Cet Accord qui entre dans les préoccupations les plus immédiates des deux pays, tend à encourager la coopération dans les domaines suivants :

- ▶ la mise en place et le développement des relations interprofessionnelles par le biais de jumelages, entre Chambres de Métiers du Sénégal et les Chambres professionnelles tunisiennes ou entre Organisations professionnelles d'artisans ;
- ▶ l'échange et la diffusion d'expériences, de documentation et de publications dans toutes les branches du secteur artisanal ;
- ▶ l'encouragement des contacts directs entre les artisans, en vue d'accroître les exportations des produits artisanaux dans les deux pays ;
- ▶ l'amélioration de la qualification des artisans par la formation professionnelle et le perfectionnement ;
- ▶ l'étude de la réalisation d'actions conjointes pour faciliter l'obtention d'équipements pour les unités de production artisanales.
- ▶ L'information et la formation des élus des Chambres de Métiers et des responsables des Organisations professionnelles d'artisans pour leur permettre de jouer un rôle d'animateur ;
- ▶ La formation et le perfectionnement du personnel de la Direction de l'Artisanat et des Chambres professionnelles dans les instituts spécialisés en matière d'Artisanat dans les deux pays.

Pour atteindre leurs objectifs, les deux Parties s'engagent à encourager la conclusion d'arrangements particuliers entre les organismes, les institutions publiques et privées ou entreprises artisanales des deux pays désireux de contribuer au développement du secteur de l'Artisanat.

Par ailleurs, en vue d'assurer la mise en œuvre de ces activités de coopération, il est prévu la création d'un comité de suivi chargé de procéder à l'évaluation de l'application du présent Accord.

Le présent Accord entrera en vigueur, conformément aux dispositions de son article 5, à la date de réception de la dernière des deux notifications par lesquelles les Parties s'informent, mutuellement de l'accomplissement des procédures internes nécessaires.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du vendredi 1er août 2008 ;

Le Sénat a adopté, en sa séance du mercredi 10 septembre 2008 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article unique.** - Le Président de la République est autorisé à ratifier l'Accord de coopération en matière de promotion et de développement de l'artisanat, entre la République du Sénégal et la République tunisienne, signé à Dakar, le 28 décembre 2006.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 24 septembre 2008.

[/Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Cheikh Hadjibou SOUMARE./]

**[ | ACCORD DE COOPERATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TUNISIENNE EN MATIERE DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT | ]**

Le Gouvernement de la République du Sénégal et le Gouvernement de la République tunisienne, ci-après dénommés « les Parties »,

- ▶ conscients de la nécessité de renforcer les relations d'amitié entre leurs deux peuples ainsi que les relations de coopération entre les artisans sénégalais et tunisiens.
- ▶ Convaincus du rôle dynamique de l'Artisanat dans le développement économique et socio-culturel et dans le rapprochement des deux pays,
- ▶ Décidés de créer les conditions favorables pour le développement et la promotion du secteur, notamment, par l'émergence d'initiatives conjointes,
- ▶ Considérant le développement des relations interprofessionnelles pour favoriser les échanges entre les hommes de métiers, notamment par la mise en œuvre de relations concrètes dans les domaines économiques et techniques. Sont convenus de ce qui suit :

**Article premier.** - Les Parties s'engagent à encourager la coopération entre les artisans des deux pays à tous les niveaux en vue de contribuer au développement du secteur de l'Artisanat.

**Art. 2.** - Les Parties conviennent de consolider les liens d'amitié et de fraternité entre les artisans des deux pays et d'encourager la coopération dans les domaines suivants :

- ▶ la mise en place et le développement des relations interprofessionnelles par le biais de jumelages, entre Chambres de Métiers du Sénégal et les Chambres professionnelles tunisiennes ou entre organisations professionnelles d'artisans.
- ▶ L'échange et la diffusion d'expériences, de documentation et de publications dans toutes les branches du secteur artisanal.
- ▶ L'encouragement des contacts directs entre les artisans, en vue d'accroître les exportations des produits artisanaux dans les deux pays.
- ▶ L'amélioration de la qualification des artisans par la formation professionnelle et le perfectionnement.
- ▶ L'étude de la réalisation d'actions conjointes pour faciliter l'obtention d'équipements pour les unités de production artisanales.
- ▶ L'information et la formation des élus des Chambres de Métiers et des responsables des organisations professionnelles d'artisans pour leur permettre de jouer leur rôle d'animateur.
- ▶ La formation et le perfectionnement du personnel de la Direction de l'Artisanat et des Chambres professionnelles dans les instituts spécialisés en matière d'Artisanat dans les deux pays.

**Art. 3.** - Les Parties conviennent d'instituer un comité de suivi chargé de procéder à l'évaluation de l'application du présent Accord.

Ce Comité sera composé de quatre membres : deux membres de la République tunisienne et deux membres de la République du Sénégal. Le Comité se réunira soit au Sénégal soit en Tunisie, autant que de besoin.

**Art. 4.** - Pour atteindre les objectifs définis dans le présent Accord, les Parties s'engagent à encourager la conclusion d'arrangements particuliers entre les organismes, les institutions publiques et privées ou entreprises artisanales des deux pays désireux de contribuer au développement du secteur de l'Artisanat.

**Art. 5.** - Le présent Accord entre en vigueur à la date de réception de la deuxième des deux notifications par lesquelles les Parties s'informent mutuellement de l'accomplissement des procédures internes nécessaires en vue de son entrée en vigueur.

**Art. 6.** - Chaque Partie peut, à tout moment, communiquer à l'autre, par voie diplomatique, sa décision de mettre fin au présent Accord.

Dans ce cas, il est mis fin à cet Accord six mois à compter de la date de cette notification à l'autre Partie. En foi de quoi, les plénipotentiaires dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Dakar, le 28 décembre 2006, en deux exemplaires originaux en langues arabe et française, les deux textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte français prévaut.

Pour le Gouvernement

de la République du Sénégal

Dr. Cheikh Tidiane Gadio

Ministre d'Etat,

[/Ministre des Affaires étrangères

Pour le Gouvernement

de la République Tunisienne

Abdelwaheb Abdallah

Ministre des Affaires étrangères /]